

Régime politique et élection présidentielle au Venezuela

Note de consultance réalisée pour la DAS

Carlos A. Romero.

Octobre 2012

1.- Contexte historique

Plusieurs changements fondamentaux ont marqué le Venezuela depuis 1999. Après plus de quarante ans d'expérience démocratique représentative, fondée sur l'entente des deux principales forces politiques, un groupe de personnes provenant des milieux civils et militaires - retraités ou encore actifs - accède au pouvoir avec un programme de modifications profondes pour le pays. Ce programme est plus connu sous le nom de « Révolution bolivarienne ».

À partir de cette date, le Venezuela a accru sa visibilité internationale. Celle-ci est non seulement due à l'impact du projet politique mené par le gouvernement, mais aussi au fait que le Venezuela ait été reconnu comme l'un des principaux détenteurs de réserves pétrolières mondiales. Ainsi l'exploitation de la zone pétrolière située dans la Ceinture de l'Orénoque, qui a récemment commencé, fait-elle partie des cinq principaux projets mondiaux en la matière.

C'est dans ce contexte que s'est déroulé un processus qui présente trois caractéristiques principales à ce jour. Tout d'abord, on peut observer le rôle prépondérant joué par de nouvelles élites, à la fois sur les plans idéologique et générationnel. De ce nouveau groupe se détache la figure omniprésente de son leader, Hugo Chávez, président de la République et candidat à sa réélection en octobre 2012. Ensuite, l'équipe gouvernementale en place cherche à conserver et à élargir sa majorité politique, institutionnelle et électorale, afin de pouvoir transformer le régime politique actuel en un modèle plus populiste, autoritaire et socialiste. Enfin, le gouvernement a la plupart du temps bénéficié d'une croissance économique qui a approfondi le caractère rentier de la société vénézuélienne, auquel s'ajoute l'exercice d'une véritable tutelle sociale de la part de l'État.

Par conséquent, l'expérience chaviste se déroule depuis plus de treize ans sans grande difficulté, même si elle a généré d'énormes coûts pour certaines catégories de la population. En plus d'une forte polarisation sociale et idéologique, ces dernières ont en même temps et de manière contradictoire eu à supporter les perturbations de l'ordre social, à savoir la violence urbaine et rurale, l'inflation, le trafic de drogues, l'impunité ainsi qu'un système d'accaparement des biens et des services publics de la part du groupe au pouvoir.

Cependant, l'intention bolivarienne d'implanter une société socialiste et révolutionnaire ne s'est pas complètement réalisée. L'incompétence et le manque d'efficacité dans la mise en place des politiques publiques ont entravé le processus. Ces obstacles ont été renforcés par la contradiction fondamentale d'un projet qui vise à imposer un modèle étatiste et excluant qui se fonde sur la rente pétrolière, et non, malgré un contexte économique de croissance, sur des prélèvements fiscaux tirés du secteur privé, ni sur des investissements nationaux et étrangers.

Cette caractéristique génère une multitude de dépenses gouvernementales, de programmes sociaux et de transferts directs d'aides aux populations les plus nécessiteuses. Ces mesures garantissent la

continuité du régime ainsi que l'importance du secteur public dans la distribution des revenus. Mais elles entraînent également la hausse de la dette publique qui est néanmoins restée facile à contracter au regard du contexte économique.

Un nombre non-négligeable de citoyens vénézuéliens a toutefois refusé les plans hégémoniques de l'officialisme. Ainsi, en diverses occasions et par différents canaux, ce groupe a tenté de freiner les aspirations monopolistiques du pouvoir, parfois avec succès, mais devant aussi faire face à des échecs, comme ce fut le cas au moment du coup d'État avorté de 2002.

D'une certaine manière, et contrairement à ce qu'en concluent plusieurs observateurs de la réalité vénézuélienne, la façade démocratique du régime ne constitue pas une concession accordée face aux pressions de la part d'autres gouvernements, d'entités multilatérales ou d'organisations non-gouvernementales. Elle ferait alors figure d'un « maquillage institutionnel » dans le but d'occulter une pratique du pouvoir différente.

La perdurance de l'aspect démocratique du système vénézuélien résulte plutôt de l'action de cette opposition qui se développe malgré les fortes limitations qui lui sont imposées. Celles-ci passent par l'emprisonnement de différents opposants, voire leurs exils, mais aussi par de récurrentes discréditations gouvernementales émises à l'encontre de ceux qui critiquent le projet bolivarien.

En ce qui concerne l'environnement international, la stabilité des relations économiques avec les États-Unis et l'Union européenne (UE), l'amélioration des liens avec la Colombie, l'entrée accidentelle du Venezuela dans le Marché commun du Sud (MERCOSUR), la création de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), et de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) - dont la réunion fondatrice s'est tenue à Caracas constituent autant de résultats positifs pour le gouvernement.

À ceux-ci, nous devons ajouter le maintien des échanges commerciaux avec la majorité des pays partenaires de Caracas, les prix élevés du baril de pétrole vénézuélien, la capacité financière de l'État, la meilleure fluidité dans l'octroi des devises, la diminution des expropriations et des nationalisations dans le but de promouvoir des entreprises mixtes avec des capitaux étrangers privés et publics, et la hausse des importations du pays. Tous ces éléments rendent le marché vénézuélien très attractif pour les acteurs du commerce international.

Nous notons néanmoins trois obstacles qui perturbent la réalisation des objectifs de la diplomatie bolivarienne. Pour commencer, la revitalisation de l'opposition démocratique vénézuélienne au niveau mondial vient complexifier la présence internationale du pays. L'opposition au projet du gouvernement d'Hugo Chávez a en effet grandement évolué. Adoptant au départ une position éminemment critique de l'ordre interne, notamment à propos des atteintes à la démocratie et aux droits de l'homme, elle a finalement entamé une réflexion différente, plus tournée vers le futur. Cette transformation est liée à l'arrivée d'un nouveau leadership qui pose des interrogations inédites, accompagnées de stratégies novatrices de gouvernance et de programmation de politiques publiques. Ce questionnement a également généré des propositions concrètes de rapprochement avec divers acteurs étatiques, multilatéraux et transnationaux, alors même que pendant plusieurs années, cette opposition avait souffert d'une relative indifférence de la part de la communauté internationale.

Un second obstacle repose sur les plus grandes difficultés rencontrées par le gouvernement et le parti majoritaire, le Partido Socialista Unido de Venezuela (PSUV), pour maintenir et élargir leurs réseaux sociaux et médiatiques, y compris parmi ceux qui avaient bénéficié d'un appui logistique et financier de Caracas.

Cette tendance s'accompagne de la diminution des espaces idéologiques radicaux en Amérique latine et aux Caraïbes. Elle entraîne un repli des activités « révolutionnaires » du gouvernement d'Hugo Chávez et de l'officialisme, tant au niveau du continent que dans d'autres endroits de la planète.

Mais, en dépit de ces considérations, le gouvernement vénézuélien est parvenu à conserver une politique ambiguë qui lui permet de maintenir ses liens diplomatiques formels, et en même temps d'appartenir à des cercles progressistes et de promouvoir leurs causes (même si cela lui vaut parfois d'être accusé d'ingérence dans les affaires internes d'autres pays).

Un troisième obstacle découle des conséquences géopolitiques provoquées par le « Printemps arabe », l'intervention dirigée par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en Libye, la chute du régime de Mouammar Kadhafi, les pressions internationales exercées sur la Syrie et l'Iran, le contrôle de l'Arabie saoudite et d'autres régimes conservateurs sur l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), la Ligue arabe et l'Union Africaine, la situation interne en Corée du Nord et les protestations en Russie.

Il convient de souligner que l'ultime série de sanctions prises par les États-Unis et d'autres pays à l'encontre de l'Iran met en péril le commerce et les investissements que le Venezuela développe avec Téhéran. Le pays sud-américain et la République islamique ont ainsi renforcé leurs liens via la signature de plus de 200 accords dans les domaines de l'agriculture, des finances, du logement, du pétrole et de l'industrie. Entre 2009 et le troisième semestre 2011, les échanges bilatéraux ont ainsi augmenté de 182%.

Nous devons ajouter à tous ces éléments, la stagnation du processus cubain et la timide ouverture économique de l'île caribéenne qui témoigne d'un éloignement idéologique entre Cuba et le Venezuela. Le régime cubain souhaite en effet dépasser le modèle marxiste orthodoxe tandis que le gouvernement vénézuélien propose de l'approfondir à partir de 2013, si le président Chávez remporte l'élection présidentielle.

Pour conclure, la projection du socialisme du XXI^e siècle s'est confrontée à toute une série de limitations externes. Le gouvernement d'Hugo Chávez n'est pas parvenu à construire une alliance anti-occidentale avec la Chine ou la Russie ni avec l'Amérique latine et les Caraïbes. Tant les gouvernements modernisateurs et centristes, que ceux de la gauche progressiste, se sont tenus à distance des prétentions révolutionnaires de Caracas. Ils ont plutôt promu un modèle d'économie mixte, fondé sur la compensation sociale et le néo-extractivisme, avec un rôle prépondérant attribué aux entreprises privées, nationales et étrangères.

2.- La conjoncture actuelle

La situation générale du Venezuela est relativement normale pour les secteurs sociaux les plus démunis. Or, ils constituent la majeure partie de la population qui soutient traditionnellement le discours populiste du président Chávez. La conjoncture électorale s'est néanmoins intensifiée cette fois-ci du fait de la progression du principal candidat de l'opposition et de la crainte de la perte des élections de la part du gouvernement. Cette dernière a provoqué l'usage sans limite des ressources extraordinaires des recettes pétrolières de la part de l'officialisme, dans le but de gagner des voix et d'influer, certainement de manière significative, en faveur de la réélection de l'actuel président.

Presque tous les sondages accrédités et sérieux donnent une avance à Hugo Chávez, qui oscille entre 5% et 10%. Si on considère que ces estimations sont sûres, il est possible de conclure que cet avantage n'est pas décisif. Il a toutefois un impact important sur la population puisqu'il permet de présenter le président-candidat comme le favori, à seulement un mois de l'élection programmée pour le 7 octobre.

Des doutes persistent cependant sur l'état de santé réel du chef de l'État. En juin 2011, il a déjà été opéré d'un cancer, dont il est difficile de mesurer la gravité ou l'avancement. Cette incertitude, renforcée par la notion de secret d'État, a rendu la maladie d'Hugo Chávez encore plus mystérieuse, et ce d'autant plus qu'il est retourné à Cuba à plusieurs reprises, afin de suivre de nouveaux traitements de radiothérapie.

Parallèlement, la délinquance et les problèmes d'insécurité continuent de préoccuper l'ensemble de la population, étant donné qu'ils concernent toutes les couches sociales. Pourtant, le gouvernement s'obstine à banaliser et à minimiser la véritable dimension de cette question. Tous les indicateurs internationaux confirment que le Venezuela souffre actuellement d'un des plus forts taux de criminalité au monde.

Les Forces Armées Bolivariennes, dénomination de l'armée nationale, ont elles aussi connu un profond changement depuis 1999. Auparavant une institution autonome, elles sont devenues un corps soumis aux ordres du président Chávez. De fait, lorsque le chef de l'État répète que ses forces armées sont chavistes, il ne s'agit pas seulement d'un effet de pure rhétorique.

Cette organisation a été « colonisée » par un groupe de militaires, retraités et actifs, qui soutiennent la « Révolution bolivarienne ». Certains de ses hauts gradés ont ainsi publiquement insinué qu'ils ne reconnaîtraient pas l'éventuelle victoire du candidat de l'opposition à l'élection d'octobre prochain.

C'est dans ce contexte que les Forces armées deviennent un sujet prioritaire pour le gouvernement, au moment où règne une grande incertitude à l'égard de la santé du président Chávez. De son côté, l'opposition tente d'impulser une politique de rapprochement avec certains secteurs de l'institution militaire, afin de promouvoir l'idée selon laquelle une victoire contraire à Hugo Chávez ne signifierait en rien une catastrophe pour elle.

Dans le domaine du pouvoir législatif, la « Révolution bolivarienne » a peu à peu radicalisé son agenda interventionniste et étatiste. Ainsi, un ensemble de lois a été promulgué à partir de 2007, puis de manière plus soutenue en 2010 et 2011. Ce corpus législatif porte directement atteinte aux libertés économiques.

La vision de l'économie proposée par la « Révolution » se concentre autour du modèle de production socialiste, tel que le rappelle le Plan de développement national Simón Bolívar (2007-2013) : *« L'État conservera le contrôle total des activités productives qui présentent une valeur stratégique pour le développement du pays, le développement multilatéral, et le développement des besoins et des capacités productives de l'individu social »*¹.

¹ Extrait original : « El estado conservará el control total de las actividades productivas que sean de valor estratégico para el desarrollo del país y el desarrollo multilateral y de las necesidades y capacidades productivas del individuo social ». República Bolivariana de Venezuela. (2007). Proyecto Nacional Simón Bolívar. Primer Plan socialista. PPS. Desarrollo Económico y Social de la Nación. 2007-2013. www.psu.org.ve/temas/biblioteca/proyecto-nacional-simon-bolivar/

Ce « contrôle total » peut s'exercer via la propriété des moyens de production ou via la régulation sur ceux-ci. Une bonne illustration de ce processus est symbolisée par la Loi de Défense des personnes dans l'accès aux biens et aux services. Elle a été promulguée pour la première fois lors de l'approbation des 26 Décrets Lois, autorisée par la Loi Habilitante. Elle a ensuite été reformulée en 2009 et 2010 afin de permettre l'occupation temporaire des lieux de production, et de placer les droits de propriété en situation de « concession » au profit de l'État vénézuélien.

De même, le Plan indique que le modèle de production socialiste se fonde sur les Entreprises de production sociale (EPS). Selon la définition officielle, celles-ci sont des entités économiques dédiées à la production de biens et de services, dans lesquelles le travail a une signification authentique propre. En leur sein, il n'existe pas de discrimination sociale face au travail ou à n'importe quels types de tâches, ni de privilèges liés à une position hiérarchique. Dans la même logique, l'égalité substantive des intégrants de l'Entreprise est affirmée. Enfin, les EPS ont pour fondement la planification participative et « protagonique ».

3.- L'élection présidentielle d'octobre 2012

C'est dans ce contexte qu'approche l'élection présidentielle du 7 octobre 2012. Une alternative fondamentale se présente à nouveau aux électeurs vénézuéliens : le renforcement de l'ordre établi depuis 1999 par le président-candidat Hugo Chávez, ou la victoire du représentant de l'opposition Henrique Capriles Radonski.

Tout d'abord, des doutes persistent sur le véritable état de santé d'Hugo Chávez. Il continue de travailler à plein temps, mais son physique trahit une santé plus fragile qu'il n'y paraît et il se rend très régulièrement à La Havane pour suivre des sessions de radiothérapie. Le dynamisme du président laisse entrevoir des risques de radicalisation de son projet : celui de nationaliser des entreprises privées au titre de leur supposée conspiration contre le gouvernement (en réalité, il s'agit d'une stratégie d'intimidation pour que les chefs d'Etat n'appuient pas financièrement Henrique Capriles) ; celui de dénoncer au niveau international l'existence d'un complot fomenté par les autorités des États-Unis et l'opposition ; celui d'approfondir le modèle de gouvernement révolutionnaire et étatiste ; celui enfin de liquider ce qu'il reste du capitalisme au Venezuela.

Cette posture indique que le gouvernement et le PSUV reproduisent une nouvelle fois leur stratégie de confrontation, créatrice de polarisation. Certains analystes pensent que celle-ci ne donne pas de résultats et que les catégories populaires accordent une plus grande attention aux projets gouvernementaux qu'à ce type de menaces. Henrique Capriles quant à lui adopte un discours conciliateur. Il sillonne le pays avec cette stratégie dans le but de se rapprocher des électeurs de ces mêmes couches populaires.

En marge de cette confrontation électorale a également lieu une « guerre des sondages » qui a pour principal résultat de produire des données tellement divergentes qu'elles ne parviennent qu'à créer une grande méfiance.

Le gouvernement et le PSUV se coordonnent de plus pour promouvoir l'idée selon laquelle le pays court à la catastrophe si leur leader disparaît de la scène politique. En même temps, le favoritisme de l'officialisme s'est accru. Il s'exprime par l'usage sans limite des ressources de l'État, le contrôle des pouvoirs publics et la neutralisation des facteurs internationaux (dans le sens où il n'existe pas de menaces réelles contre les dirigeants de la part d'autres gouvernements ou d'une alliance de plusieurs États).

Par conséquent, le panorama politique vénézuélien n'est pas aussi pessimiste que ne le disent certains membres de l'opposition ainsi qu'une partie de la presse internationale qui s'évertue à discréditer le gouvernement chaviste, en le définissant comme un État terroriste, failli et partenaire de l'Iran. Nous nous trouvons plutôt face à une situation intermédiaire, où fleurissent une croissance économique qui bénéficie à l'État et un contrôle social qui s'effectue par la voie du clientélisme ou plus indirectement via la lassitude sociale.

À notre avis, nous nous trouvons plutôt face à une situation de paralysie politique, étant donné que personne ne peut prédire l'avenir du pays. Mais en aucune façon le Venezuela nous semble se diriger vers l'abîme. Il existe des institutions, un exercice du gouvernement depuis plus de 13 ans et une direction politique qui ne va pas se laisser ôter le pouvoir en cas de disparition physique du président Chávez ou de son retrait imposé de la présidence.

C'est sur ce point que nous devons nous concentrer. La lutte pour le pouvoir éclaterait certainement, mais il est possible d'envisager une sortie démocratique. Qu'il s'agisse d'Hugo Chávez en tant que candidat de l'officialisme, ou d'Henrique Capriles dans son rôle de candidat de l'opposition, les deux ont accepté de répondre à l'appel des urnes. Le reste est donc de la pure spéculation.

4.- Les différents scénarios

À partir de ce que nous venons d'analyser, nous pensons que trois scénarios possibles se détachent. Le premier suppose que le leader-président-candidat gagne l'élection présidentielle en octobre. De fait, rappelons qu'Henrique Capriles demeure moins bien situé dans les sondages, et que pour combler son retard, il doit convaincre la moitié d'un pays très polarisé.

Le gouvernement a conscience de l'existence du risque de perdre l'élection ; c'est pour cela qu'il cherche à gagner le combat électoral avant l'échéance, en discréditant politiquement le candidat qui rassemble l'opposition derrière lui. Le 7 octobre se transformerait alors en une simple reconduction de la situation présente.

L'équipe gouvernementale a en ce sens lancé une puissante « guerre sale » à travers tous les moyens de communication sur lesquels elle exerce une hégémonie indiscutable, à commencer par les chaînes de radio et de télévision. C'est à travers ces canaux que le président affiche son omniprésence, pouvant être vu et entendu jusqu'à huit heures par jour à l'antenne. Il en profite pour faire du prosélytisme électoral, rompant de la sorte avec toutes les règles d'égalité d'apparition médiatique des candidats, qui s'imposent en général dans une démocratie. Il est soutenu dans cette campagne par un organe d'arbitrage électoral partial, le Conseil national électoral (CNE), puisque quatre des cinq membres de la direction de l'organisme sont des militants du parti du président.

La campagne de discrédit de l'opposition s'effectue sur tous les plans : 1) attaquer le caractère du candidat ; détruire ses points forts (attitude amicale, ouverte, souriante et solidaire) et utiliser ses points faibles, comme le fait qu'il ne soit pas un grand orateur, comme des facteurs de déstabilisation ; 2) le rendre responsable de tous les événements négatifs qui ont lieu dans l'État de Miranda dont il fut gouverneur, allant jusqu'à l'accuser d'être coupable d'incidents et d'accidents, en particulier de la hausse de la criminalité, alors qu'il est bien connu que celle-ci se développe dans tout le pays ; 3) l'accuser de promouvoir la violence lors de sa campagne en causant délibérément des accrocs.

Ainsi, à chaque fois qu'Henrique Capriles se rend dans un quartier populaire, on cherche à provoquer un incident pour ensuite l'accuser d'en être à l'origine. Le gouvernement tente ainsi de créer dans l'imaginaire collectif l'idée selon laquelle la présence de son adversaire serait synonyme de violence.

Le second scénario renvoie à la possible élection du candidat Capriles. L'usure de l'exercice du pouvoir, les disputes internes au sein du chavisme, l'éventuelle absence ou incapacité du président à remplir ses fonctions et le spectre d'un Venezuela sans Hugo Chávez pourraient donner à Henrique Capriles une plus grande opportunité de remporter les élections. Certains analystes estiment que dans le cas d'une victoire, l'opposition se retrouverait à la tête d'un corps administratif aux mains des Chavistes qui l'empêcheraient de mettre en place sa propre politique. Nous pensons au contraire qu'en elle-même, cette victoire signifierait l'ouverture d'une période de transition au Venezuela en faveur d'un retour de la vie démocratique du pays, qui passerait par une réduction progressive du contrôle de l'État. L'opposition démocratique, réunie au sein de la Mesa de Unidad Democrática (MUD), a organisé des élections primaires ouvertes le 12 février du 2012 passé, en vue de choisir un candidat unique pour l'élection présidentielle du 7 octobre. Henrique Capriles a été élu avec plus de 60% des voix. Trois millions de citoyens ont participé à cette initiative, ce qui représente 18% du registre électoral.

Un troisième scénario enfin nous semble représenter la pire des éventualités, c'est-à-dire que face à un vide du pouvoir, une personne mal préparée soit substituée au président. C'est le scénario qui suscite le plus de spéculations et d'irréalisme.

Comme nous l'avons souligné précédemment, la thèse qui prévaut envisage que le Venezuela connaîtrait un chaos suite à la disparition d'Hugo Chávez. Elle s'accompagne des suppositions selon lesquelles les militaires prendraient les commandes de manière directe, que les soutiens chavistes se lanceraient dans une spirale de violence et qu'un vide du pouvoir s'ensuivrait. De plus, des chavistes qui ne sont pas pro-cubains négocieraient avec certains secteurs de l'opposition pour envisager un Venezuela sans Hugo Chávez. Au final, le régime s'effondrerait par son incapacité et en raison du manque de leader, ce qui provoquerait la suspension de l'élection présidentielle à venir.

5.- Conclusions

En 1999, la population vénézuélienne a porté au pouvoir une alliance électorale qui promettait de changer le pays. Celui-ci souffrait alors d'une profonde crise de son système démocratique qui n'avait pas su se régénérer pour s'adapter aux temps nouveaux. Mais l'idée de changement n'incluait pas ce « Cheval de Troie » que représente la thèse du Socialisme du XXI^e siècle, ni l'orientation vers la gauche radicale qui a voulu s'imposer en dépit de grandes contradictions.

Nous sommes maintenant face à une nouvelle étape lors de laquelle les Vénézuéliens évalueront la gestion du gouvernement et l'option électorale de l'opposition, dans un contexte particulier en raison de la maladie d'Hugo Chávez et de son maintien comme candidat de l'officialisme. Le président a décidé d'approfondir la voie autoritaire et radicale de son projet. Les dernières nominations à des postes clés, la poursuite de la politique de contrôle économique ainsi que ses prises de position à l'international illustrent cette tendance. Il convient d'ajouter à tous ces éléments la relance des instruments de propagande, la réforme de la Loi organique du travail et la création de nouvelles Missions sociales.

En outre, il se sent encouragé par le contexte dans l'adoption de ces nouvelles mesures. Les conditions économiques de l'année en cours paraissent favorables et l'incitent à poursuivre sa politique de dépense publique et d'investissement social, fondée sur la consommation. Cela crée une « sensation de bien-être économique » au sein de la population, d'autant que les prix de certains produits auparavant régulés ont été flexibilisés, entraînant leur retour sur le marché.

Ensuite, les sondages placent Hugo Chávez en tête des intentions de vote, avec une avance qui oscille entre 5 et 10%. En même temps, ces estimations coïncident pour conclure que 60% des personnes interrogées affirment penser que le président a amélioré sa santé et qu'il pourra concourir à la prochaine élection présidentielle sans grande difficulté.

Le gouvernement et ses soutiens partisans ont montré qu'ils allaient poursuivre leur habituelle politique d'insultes et de discrédit, confirmant de la sorte les principales lignes directrices qu'ils ont développé depuis 1999. Ils divisent ainsi le pays entre patriotes et traîtres à la Patrie, et accusent l'opposition d'être la représentante de l'« impérialisme » et de l'« anti-patrie », en la reliant à des tentatives de coups d'État et d'attaques terroristes.

Il est certain que la question la plus délicate et la plus difficile à laquelle répondre reste celle d'une éventuelle non-reconnaissance de la victoire de l'opposition. La réflexion peut se dérouler en deux étapes. Tout d'abord, le gouvernement a déjà commencé à intimider la population en affirmant le risque qu'Henrique Capriles réforme et supprime les projets de tutelle sociale mis en place depuis 13 ans.

Ensuite, il existe la possibilité que le gouvernement déclare la non-légitimité de la victoire d'Henrique Capriles et qu'il ne la reconnaisse pas, même si l'opposition parvient à accéder à la présidence de la République. Ce scénario et pourrait mener à la perte de contrôle du pays, sans pouvoir en projeter scientifiquement les conséquences.

Il s'agit d'un autre point que Chávez répète de manière récurrente lors de ses réunions et conversations avec les autres chefs d'État et de gouvernement : à savoir qu'il est le seul à pouvoir garantir la stabilité politique de la Nation et qu'un triomphe d'Henrique Capriles conduirait au chaos du pays et à une guerre civile, parce qu'une série de divisions déchirerait l'opposition et le nouveau gouvernement, et que le chavisme mènerait une politique d'opposition rude.

Malgré la stabilité structurelle que présente le gouvernement bolivarien, des failles apparaissent régulièrement dans le déroulement de son projet. Pour commencer, les dénonciations de l'ex-magistrat Aponte-Aponte montrent comment s'est développé le trafic de drogue dans le pays, et comment il a infiltré la structure de l'État. Sa présence est telle que l'on peut noter une guerre ouverte entre cartels. En même temps, le gouvernement d'Hugo Chávez persiste à promouvoir des alliances internationales « douteuses » avec la Syrie et l'Iran ainsi qu'avec divers mouvements politiques de gauche. D'ailleurs, le *modus vivendi* établi avec le président Santos de Colombie n'a pas été respecté, dans la mesure où il est avéré que le gouvernement vénézuélien finance le regroupement de gauche récemment formé dans le pays voisin. Ce parti aurait de nombreux liens avec la guérilla et le front civil de la gauche radicale colombienne appelée « La Marcha Patriótica ».

Troisièmement, le président et le PSUV ont approfondi leur campagne électorale sous sa forme la plus radicale, en menaçant les opposants, en se moquant d'Henrique Capriles et en insistant sur le fait que l'opposition ne pourra pas revenir au pouvoir au Venezuela. C'est dans cette logique qu'Hugo Chávez a déclaré : « *Nous avertissons les pays frères de ce continent et d'autres*

gouvernements, à propos de ce plan qu'il faut démasquer, affronter et vaincre sur toute la ligne afin de garantir la paix au Venezuela »².

De son côté, l'opposition est partagée entre deux grandes tendances. D'une part, les dirigeants de la MUD se plaignent constamment du fait qu'Henrique Capriles souhaite gérer la campagne d'une manière individualiste et qu'il ne laisse pas de place aux partis, y compris au sien, Primero Justicia.

Le débat sur le modèle vénézuélien incarné par Hugo Chávez et l'option démocratique proposé par Henrique Capriles acquiert plus de force aux échelles régionale et mondiale. Cependant, aucune priorité n'est accordée à ce phénomène par l'opposition. Le monitoring des organisations non-gouvernementales basées à Caracas n'est pas non plus inclus dans sa campagne électorale. Pourtant, elles exercent un travail de surveillance substantiel sur le processus électoral, le CNE et le favoritisme du gouvernement.

Pour parachever le tout, Fidel Castro a rédigé un article en faveur du président Chávez, ce qui illustre l'ingérence cubaine dans les affaires vénézuéliennes. Dans ce document, l'ex-leader écrit : *« L'oligarchie ne pourra plus jamais diriger ce pays à nouveau. C'est pour cela qu'il est préoccupant que le Gouvernement des États-Unis ait décidé de promouvoir le renversement du Gouvernement bolivarien »,* et en ce sens, il qualifie de *« mensonge grossier la campagne calomnieuse qui prétend qu'il existe une lutte désespérée au sommet de l'État pour la prise du pouvoir (...) dans le cas où le Président ne parvienne pas à surmonter sa maladie »³.*

Au-delà du thème de l'ingérence, certains analystes voient dans les déclarations de Fidel Castro un avertissement face au risque de désintégration de la direction de la révolution. Celui-ci se souvient en effet de ce qu'il est survenu lorsque le leadership révolutionnaire s'est fracturé en Amérique latine à l'époque de la Guerre Froide ; c'est pour cela que l'ex-président cubain envoie ce message. De surcroît, malgré l'incertitude que produit la maladie d'Hugo Chávez et la popularité croissante du candidat de l'opposition, la situation continue d'évoluer, comme le prix du baril de pétrole vénézuélien et le possible retrait du pays de la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Cette décision est interprétée par plusieurs analystes comme le premier pas vers une sortie de l'Organisation des États américains (OEA).

Les données à notre disposition attestent que le gouvernement et l'officialisme sont en train de se doter d'une force de frappe qui inclut un soutien militaire en cas de non-reconnaissance d'une hypothétique victoire d'Henrique Capriles, ou à défaut pour amoindrir les dénonciations de fraude. C'est pourquoi le président Chávez s'est montré aussi agressif à l'encontre de l'opposition lors de son dernier discours devant les officiels de l'armée.

Finalement, dans ce contexte, nous pressentons l'occurrence d'un résultat étroit à l'élection présidentielle, entaché par des accusations de fraude électorale. Cependant, la masse citoyenne, prisonnière de cette discussion politico-électorale, conserve de grandes attentes dans le domaine social et réclame des solutions aux problèmes de la vie quotidienne.

² Extrait original : « Alertamos y estamos alertando a los países hermanos de este continente y otros gobiernos más allá, acerca de este plan al que hay que desenmascarar, enfrentar y derrotar por toda la línea y asegurar la paz de Venezuela ». Noticiero Digital. 30/04/2012. www.noticierodigital.com/.../chavez-alerta-sobre-los-planes-yanquis

³ Extraits originaux : « la oligarquía jamás podría gobernar de nuevo ese país. Es por ello preocupante que el Gobierno de Estados Unidos haya decidido en tales circunstancias promover el derrocamiento del Gobierno bolivariano » et « grosera mentira la calumniosa campaña de que en la alta dirección de ese país existe una desesperada lucha por la toma del mando del gobierno (...) si el Presidente no logra superar su enfermedad ». www.elcorreo.eu.org/Lo-que-Obama-conoceReflexiones-de-Fide